

Le numérique, « priorité » de la présidence française du Conseil de l'UE

Le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, Clément Beaune, a indiqué que la France fera du numérique l'une des priorités de sa présidence du Conseil de l'Union européenne en 2022. Au cours d'un échange sur Clubhouse, il est également revenu sur les grands enjeux en matière de régulation et de financement du secteur.

L'exercice était inédit pour un membre du gouvernement français. Le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, Clément Beaune, a participé ce jeudi 18 février 2021 à un échange sur l'application Clubhouse à l'invitation de Station F. Il a notamment annoncé que le numérique fera partie des « *trois priorités* » que la France entend porter lorsqu'elle assumera la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne, début 2022. « *Il nous faudra nourrir la culture de l'innovation et simplifier les règles* » qui encadrent le secteur, a argué l'homme politique face aux entrepreneur·euse·s s'étant connecté·e·s pour l'écouter.

Faire émerger des licornes européennes

L'ambition, conformément à la volonté d'Emmanuel Macron, sera de « *faire émerger des licornes* » sur le Vieux continent. C'est justement à cette fin que le secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et aux Communications électroniques, Cédric O, lancera le 4 mars prochain l'initiative Scaleup Europe - qui sera également présentée depuis Station F - dont tout reste encore à découvrir. Aux questions évoquant un éventuel impact délétère de récentes régulations européennes, telles que le Règlement général sur la protection des données ou bien les futurs DSA (Digital Services Act) et DMA (Digital Marketing Act), Clément Beaune a jugé que « *si elles peuvent être perçues comme des freins par certains, elles créent la condition de la confiance* » chez les consommateurs. « *On peut réguler, sans pour autant être taxé d'anti-innovation* », a ainsi avancé le secrétaire d'État, affirmant que l'Europe ne régule pas par esprit de revanche, « *parce qu'elle n'a pas fait émerger de champion* ».

À lire aussi

[Après CorWave, l'Union européenne investit dans le co-voiturage avec Karos](#)

Clément Beaune juge que « *l'état d'esprit a changé* » depuis la création de la French Tech sous le mandat de François Hollande. Selon lui, les vingtenaires et trentenaires « *sont plus nombreux à vouloir créer leur entreprise* » mais un problème demeure quant au niveau du financement malgré « *la progression du capital-risque* » dans le pays. C'est pourquoi l'Union européenne a imposé aux divers États sollicitant des fonds du plan de relance continental d'injecter « *20 % au moins du montant dans le numérique* ». « *Ce sont 80 milliards d'euros qui seront consacrés au secteur du numérique au total* », a noté le membre du gouvernement. La France s'attend à percevoir sa part du gâteau « *d'ici à mai ou juin* » 2021, a d'ailleurs affirmé Clément Beaune, notant que si l'argent « *n'est pas encore en trésorerie, il est injecté par anticipation dans le plan de relance national* » - pour lequel les appels à projets ont déjà commencé.

« L'Europe n'est pas qu'un lieu de

vacances ou un musée »

Initié en 2018 dans le cadre du programme « Horizon Europe », le Conseil européen de l'innovation (CEI) a été abondé à hauteur de 10 milliards « *en subvention tout comme en equity* » afin de financer les projets prometteurs. Le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes a appelé les entrepreneur·euse·s ayant déjà reçu un financement à « *en faire part autour d'eux parce que le dispositif n'est pas encore suffisamment simple pour les startups* ». Clément Beaune a confié qu'une de ses « *angoisses* » réside dans « *le risque d'un déclassement européen* » en cas de manque de financements. « *Ce sera, je le réaffirme ici, une priorité budgétaire pour rebondir suite à la crise [du Covid-19, NDLR]. Peut-être devons nous basculer vers des dispositifs plus simples et moins contrôlés afin de pouvoir avancer au même rythme que les États-Unis et que la Chine* », a-t-il dessiné, plaisantant sur le fait que « *l'Europe n'est pas qu'un lieu de vacances ou un musée* ».

Article écrit par ARTHUR LE DENN